

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISSANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

| ABONNEMENTS ET ANNONCES | TARIF DES ABONNEMENTS | | | | ANNONCES ET AVIS DIVERS |
|---|--|-------|----------------|-------|--|
| | VOIE NORMALE | | VOIE AERIEENNE | | |
| | Six mois | Un an | Six mois | Un an | |
| Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie Nationale à Rufisque. | Sénégal et autres Etats de la CEDEAO 15.000f 31.000f. - - | | | | La ligne 1.000 francs |
| Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance. | Etranger : France, Zaïre R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie. - - 20.000f. 40.000f | | | | Chaque annonce répétée Moitié prix |
| Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs | Etranger : Autres Pays 23.000f 46.000f | | | | (Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces). |
| | Prix du numéro Année courante 600 f Année ant. 700f. | | | | |
| | Par la poste : Majoration de 130 f par numéro | | | | |
| | Journal légalisé 900 f - Par la poste - | | | | Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 9520790 630/81 |

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

DECRET ET ARRETES

MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE

2012
2 octobre Décret n° 2012-1038 relatif aux commissions technique et de l'éducation spéciale 00

MINISTERE DE L'INTERIEUR

2012
11 juin Arrêté ministériel n° 4156 portant ouverture d'une période de distribution de cartes d'électeur 00

28 août Arrêté ministériel n° 6289 MINT/DRC/DEFR portant déclenchement du Plan National d'Organisation des Secours (ORSEC) 00

28 septembre Arrêté ministériel n° 7758 MINT/DGPN/CT.D modifiant l'arrêté n° 014145 /MINT/DGPN/ BEM du 8 décembre 2011 portant autorisation d'ouverture et d'exploitation d'une agence de surveillance, de gardiennage et d'escorte de biens privés.

10 octobre Arrêté ministériel n° 8244 relatif aux frais de vacation, aux heures supplémentaires et aux frais de formation et de supervision à l'occasion des révisions des listes électorales, de la préparation et de l'organisation des élections présidentielles, législatives régionales, municipales et rurales 00

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES

2012
31 août Arrêté interministériel n° 6523 MEM/MIT abrogeant et remplaçant l'Arrêté interministériel n° 005285 MEM/MIETTMI du 11 juin 2004 portant agrément pour l'exercice de la profession de Transporteur routier d'Hydrocarbures raffinés accordé à « Cheikh Kane Transporteur » 00

28 septembre Arrêté ministériel n° 7763 MEM/DMG/and portant attribution du permis de recherche de phosphates et substances associées sur le périmètre dénommé « Sadio », Région de Thiès à la société Sonko & Fils SARL... 00

28 septembre Arrêté ministériel n° 7764 MEM/DMG/and portant attribution du permis de recherche de phosphates et substances associées sur le périmètre dénommé « Fissel », Région de Thiès à la société Sonko & Fils SARL 00

28 septembre Arrêté ministériel n° 7766 MEM/DMG/ad portant deuxième renouvellement du permis de recherche pour or et substances connexes dénommé « Bransan » attribué à la société Sabodala Mining Compagny (SMC)... 00

2 octobre Arrêté ministériel n° 7858 MEM/DMG/ii portant attribution du permis de recherche de phosphates dénommé « Tioun », (Région de Thiès) à la société SYPROM... 00

10 octobre Arrêté ministériel n° 8308 MEM/CT/BG portant renouvellement du permis de recherche pour fer et substances connexes sur le périmètre dénommé « Ololdou », (Région de Tambacounda) attribué à la MIFERSO 00

15 octobre Arrêté ministériel n° 8476 MEM/CT/as portant premier renouvellement de l'autorisation de petite mine de phosphates d'alumine de l'Entreprise Mapathé Ndiouck à Lam-Lam (Région de Thiès) 00

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces 00

PARTIE OFFICIELLE

DECRET ET ARRETES

MINISTERE DE LA SANTE
ET DE L'ACTION SOCIALEDECRET n° 2012-1038 du 2 octobre 2012
relatif aux commissions technique
et de l'éducation spéciale

RAPPORT DE PRESENTATION

La loi d'orientation sociale n°2010-15 du 06 juillet relative à la promotion et à la protection des droits des personnes handicapées a prévu en ses articles 3 et 16 une commission technique d'instruire les dossiers de demande de cartes d'égalité de chance et une commission d'éducation spéciale. Ces commissions sont mises en place pour matérialiser le concept d'éducation intégratrice et l'appui aux personnes vivant avec un handicap en vue de leur offrir des chances réelles de sécurité et d'épanouissement sociale.

Le présent projet de décret a pour objet de rendre ces commissions opérationnelles en précisant leurs règles d'organisation et de fonctionnement.

Tell est l'économie du présent projet de décret.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu la constitution, notamment en ses articles 43, et 76 ;

Vu la loi n°2010-15 du 6 juillet 2010 portant loi d'orientation sociale relative à la promotion et à la protection des personnes handicapées notamment en ses articles 3 et 16 ;

Vu le décret n°2012-543 du 24 mai 2012 portant répartition des services de l'Etat et du Contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République et les ministères modifié ;

DECRETE :

Article premier. - Il est institué, au niveau de chaque département, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi n° 2010-15 du 6 juillet 2010 portant loi d'orientation sociale relative à la promotion et à la protection des personnes handicapées, une commission technique chargée :

- d'instruire les dossiers de demande de carte d'égalité de chance ;
- de dresser un procès-verbal précisant la liste des candidats éligibles.

Art. 2. - La commission technique présidée par le Préfet de département comprend :

- un représentant du Ministre chargé de la Santé et de l'Action sociale (rapporteur) ;
- représentant du Ministre chargé des Forces Armées ;

- un représentant du Ministre chargé de la Justice ;
- un représentant du Ministre chargé des Finances ;
- un représentant du Ministre chargé de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat féminin.
- un représentant du Ministre chargé de l'Éducation nationale ;
- un représentant du Ministre chargé de l'Agriculture et de l'Équipement rural ;
- un représentant du Ministre chargé des collectivités locales ;
- un représentant du Ministre chargé du Commerce, de l'Industrie et l'Artisanat ;
- un représentant du ministre chargé des Infrastructures et des Transports ;
- un représentant du ministre chargé de la Jeunesse, de la formation professionnelle et de l'Emploi ;
- un représentant du Ministre chargé des Sports ;
- un représentant du Ministre chargé de l'Habitat ;
- un représentant du Ministre chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ;
- un représentant du Ministre chargé de la Fonction publique et du Travail ;
- un représentant du Délégué général à la Protection sociale et à la Solidarité nationale ;
- un représentant de la Cellule d'Appui à la Protection de l'Enfance ;
- un représentant de la Fédération sénégalaise des Associations de personnes handicapées ;
- un représentant de l'Association des Maires ;
- un représentant de l'Association des Présidents des conseillers ruraux ;
- un représentant des syndicats de la Santé et de l'action sociale ;
- un représentant des Associations de parents d'élèves handicapés.

Art. 3. - Les membres de la commission technique départementale sont nommés par arrêté du Préfet.

Art. 4. - La commission technique départementale peut s'adjoindre toute personne dont les compétences sont jugées utiles.

Art. 5. - La commission technique départementale élabore, chaque année, un rapport d'activités transmis par voie hiérarchique au Ministre chargé de l'Action sociale.

Les modalités de fonctionnement de la commission technique départementale sont fixées par arrêté du Préfet.

Art. 6. - Le dossier de demande de carte d'égalité de chance comprend :

- une demande manuscrite adressée au Ministre chargé de l'Action sociale ;
- un dossier médical établi par un médecin, choisi parmi les médecins agréés par le Ministre chargé de la santé, en précisant obligatoirement la nature et le degré du handicap.
- une photocopie légalisée de la carte nationale d'identité ;
- un certificat de résidence.

Le procès verbal accompagné du dossier complet, est transmis par voie hiérarchique au Ministre chargé de l'Action sociale, autorité compétence pour délivrer la carte.

Art. 7. - La carte d'égalité de chance permet à son titulaire de bénéficier des droits et avantages en matière d'accès aux soins de santé, de réadaptions, d'aide technique financière, d'éducation de formation, d'emploi, de transport, ainsi qu'à tout autre avantage susceptible de contribuer à la promotion et à la protection des droits des personnes handicapées.

Art. 8. - La forme, la couleur, les dimensions, les caractéristiques et le cout de la carte sont déterminés par arrêté du Ministre chargé de l'Action sociale.

Art 9. - En application de l'article 16 de la loi n°2010-15 du 6 juillet 2010, la commission départementale de l'éducation spéciale a pour missions :

- de désigner les établissements et services susceptibles de dispenser l'éducation spéciale correspondant aux besoins des personnes handicapées ;
- de dresser la liste des besoins en appui technique, humain, et matériel nécessaire au fonctionnement des établissements d'éducation spéciale ;
- de mettre en place et d'actualiser régulièrement la base de données sur l'éducation spéciale des personnes ;
- de transmettre l'expression des besoins conjointement aux Ministères chargés de l'Éducation de la Formation, de la Santé et de l'Action sociale et de la Justice.

Art. 10. - La commission départementale de l'éducation spéciale présidée par le Préfet comprend :

- un représentant du Ministre chargé de la Santé et de l'Action sociale (rapporteur) ;
- un représentant du Ministre chargé des Finances ;
- un représentant du Ministre chargé de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat féminin ;
- un représentant du Ministre chargé de l'Éducation nationale ;
- un représentant du Ministre chargé de la Jeunesse, de la Formation professionnelle et de l'Emploi
- un représentant du Ministre chargé des Sports ;

- un représentant du Ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la Recherche.

- un représentant du Ministre chargé de la Fonction publique et du Travail ;

- un représentant de la Fédération sénégalaise des Associations de personnes handicapées ;

- un représentant de l'Association des Maires ;

- un représentant de l'Association des présidents de Conseil rural ;

- un représentant des syndicats de la Santé et de l'Action sociale ;

- un représentant des Associations de Parents d'Élèves handicapés ;

- un représentant de l'association des familles, enfants et adolescents handicapés ;

- un représentant de l'organisation de personnes handicapées.

Art. 11. - La commission départementale de l'éducation spéciale peut s'adjoindre toute personne dont les compétences sont jugées utiles.

Art. 12. - La commission départementale de l'éducation spéciale élabore, chaque année un rapport d'activités transmis par voie hiérarchique au Ministre chargé de l'Action sociale.

Les modalités de fonctionnement de la commission départementale sont fixées par arrêté du Préfet

Art. 13. - Le Ministre de la Santé et de l'Action sociale, le Ministre des Forces Armées, le Ministre de la Justice, de la Garde Sceaux, le Ministre de l'Économie et des Finances, le Ministre de la Femme de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat féminin, le Ministre de l'Éducation nationale, le Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rurale, le Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités locales, le Ministre du Commerce de l'Industrie et de l'Artisanat, le Ministre des Infrastructures et des Transports, le Ministre de la Jeunesse de la Formation professionnelle et de l'Emploi. Le Ministre des Sports, le Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat, le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre de la Fonction publique, du Travail et des Relations avec les Institutions, le Délégué général à la Protection sociale et la Solidarité nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 2 octobre 2012

Macky SALL.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Abdoul MBAYE

MINISTERE DE L'INTERIEUR

ARRETE MINISTERIEL n° 4156 en date du 11 juin 2012 portant ouverture d'une période de distribution de cartes d'électeur

Article premier : En application de l'article R.42 du Code électoral, il est institué une période de distribution des cartes d'électeur. Cette période s'ouvre le 11 juin 2012 et s'arrête à la veille des élections législatives du 1^{er} juillet 2012.

Art. 2. - Il est prévu une commission par circonscription. Les circonscriptions dont la taille ou le nombre de cartes restantes est important peuvent bénéficier de plusieurs autres commissions sur autorisation du Ministre de l'intérieur.

Les commissions de distribution fonctionnent de 8h à 18h et peuvent être itinérantes. Les horaires de travail peuvent être réaménagés suivant certaines circonstances.

Art. 3. - Le Directeur Général des Elections, les Gouverneurs, Préfets et Sous-préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et diffusé partout où besoin sera.

ARRETE MINISTERIEL n° 6289 en date du 28 août 2012 MINT/DRC/DEFR portant déclenchement du Plan National d'Organisation des Secours (ORSEC)

Article premier. - Le Plan national d'organisation des Secours est déclenché le 26 août 2012 sur toute l'étendue du territoire national, pour faire face à la situation des inondations suite aux fortes pluies enregistrées.

Art. 2. - Il est mis en place, sous la conduite du Ministre de l'Intérieur, chargé de la Protection Civile, un Etat-major de Commandement qui a pour mission, en fonction de la situation de prendre les mesures idoines à la protection et à l'assistance aux personnes sinistrées ainsi que les mesures de sauvegarde des biens et de la préservation de l'environnement.

Art. 3. - Les Gouverneurs de région, le Directeur de la Protection Civile, le Commandant du groupement national des sapeurs pompiers, les coordonnateurs des cellules et groupes opérationnels du plan ORSEC Prendront les mesures nécessaires pour participer aux travaux de l'Etat-major de Commandement du plan ORSEC.

Art. 4. - Le Directeur de la Protection Civile et le commandant du groupement national des sapeurs pompiers sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

ARRETE MINISTERIEL n° 7758 en date du 28 septembre 2012 MINT/DGPN/CT.D modifiant l'arrêté n° 014145 /MINT/DGPN/BEM du 8 décembre 2011 portant autorisation d'ouverture et d'exploitation d'une agence de surveillance, de gardiennage et d'escorte de biens privés.

Article premier. - L'article premier de l'arrêté n° 014.145/MINT/DGPN/BEM du 8 décembre 2011 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article premier nouveau. - « La société à responsabilité limitée (SARL) dénommée AMBACTIA SECURITE, représentée par son gérant M. Amar Kane, né le 18 août 1951 à Khombole, est autorisée à ouvrir et à exploiter une agence de gardiennage, de surveillance et d'escorte de biens privés.»

Art. 2. - L'article 3 de l'arrêté n° 014145 /MINT/DGPN/BEM du 8 décembre 2011 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 3 nouveau. - « Son siège est établi à Sicap Sacré Coeur 3, lot A1, près de JVC Dakar.»

Art. 3. - Le présent arrêté sera enregistré, publié au *Journal officiel* et communiqué partout où besoin sera.

ARRETE MINISTERIEL n° 8244 en date du 10 octobre 2012 relatif aux frais de vacation, aux heures supplémentaires et aux frais de formation et de supervision à l'occasion des révisions des listes électorales, de la préparation et de l'organisation des élections présidentielles, législatives, régionales, municipales et rurales

Article premier. - En application du décret n° 2012-14 du 5 janvier 2012 abrogeant et remplaçant le décret n°96-806 du 19 septembre 1996 modifié allouant des frais de vacation, des heures supplémentaires et des frais de formation et de supervision à l'occasion des révisions des listes électorales, de la préparation et de l'organisation des élections présidentielles, législatives, régionales, municipales et rurales.

- Le personnel de la Direction Générale des Elections perçoit une indemnité mensuelle pour toute l'année ;

- Le personnel de la Direction de L'Automatisation des Fichiers perçoit une indemnité mensuelle de huit (08) mois au plus.

Art. 2. - Le Directeur général des élections est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré publié au *Journal officiel* et communiqué partout où besoin sera.

MINISTRE DE L'ENERGIE ET DES MINES

ARRETE INTERMINISTERIEL n° 6523 MEM/MIT en date du 31 août 2012 abrogeant et remplaçant l'Arrêté interministériel n° 005285 MEM/MIETTMI du 11 juin 2004 portant agrément pour l'exercice de la profession de Transporteur routier d'Hydrocarbures raffinés accordé à « Cheikh Kane Transporteur ».

Article premier : est abrogé l'arrêté interministériel n° 005285/MEM /MIETTMI du 11 juin 2004 portant agrément pour l'exercice de la profession de Transporteur routier d'Hydrocarbures raffinés accordé à « Cheikh KANE transporteur » sis au Km, 24 Route de Rufisque.

Art. 2. - Il est accordé un agrément à « Cheikh KANE Transporteur » sis au km, 24 Route de Rufisque pour l'exercice de la profession de transporteur routier d'hydrocarbures raffinés.

L'agrément est accordé pour une durée de cinq ans renouvelable

Il peut être renouvelé dans les mêmes formes pour une période ne pouvant excéder la durée initiale.

Le renouvellement est de droit si « Cheikh KANE Transporteur » a rempli les obligations définies pour l'obtention de l'agrément.

Art. 3. - Le Directeur de l'Energie et le Directeur des transports terrestres sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera

ARRETE MINISTERIEL n° 7763 MEM/DMG/and en date du 28 septembre 2012 portant attribution du permis de recherche de phosphates et substances associées sur le périmètre dénommé « Sadio », Région de Thiès à la société Sonko & Fils SARL.

Article premier. - Il est accordé à la société SONKO & FILS SARL, ayant son siège social au 53, Cité Comico Liberté 6 Extension Dakar-Sénégal, dans les conditions fixées par le présent arrêté, un permis de recherche minière pour phosphates et substances associées sur le périmètre dénommé « Sadio » (Région de Thiès).

Art. 2. - Le périmètre de « Sadio » d'une superficie estimée à 4105 km² est défini par les points de coordonnées UTM WGS 84 zone 28 ci après :

| Points | X | Y |
|---------|---------------|-----------|
| A | 373.131 | 162.533 |
| B | 379.661 | 1.629.822 |
| C | 402.119 | 1.634.765 |
| D | 390.042 | 1.663.317 |
| E | 427.187 | 1.643.018 |
| F | 488.688 | 1.692.116 |
| G | 488.741 | 1.612.218 |
| H | 438.157 | 1.612.260 |
| I | 421.998 | 1.634.661 |
| J | 373.244 | 1.621.077 |

Art. 3. - Le montant minimum de l'engagement de dépenses durant la première période de validité du permis de recherche est fixé à 370.000 dollars US.

Art. 4. - Le permis de recherche est accordé pour une durée de trois (03)ans à compter de la date de signature du présent arrêté. Il peut être accordé deux renouvellements, chacun pour une période n'excédant pas trois ans, à condition que le titulaire abandonne à chaque fois, au moins un quart (1/4) de la superficie du permis de recherche et qu'il ait satisfait à ses enseignements et obligations.

Art. 5. - La société SONKO & FILS SARL devra fournir au Directeur des Mines et de la Géologie conformément à l'article 15 du décret d'application du Code minier, trois mois après l'octroi de l'arrêté avant tout démarrage des travaux de recherche, des informations techniques notamment les paramètres de l'analyse sommaire de l'état initial du site de recherche et de son environnement.

Art. 6. - Le permis de recherche minière sera annulé dans les cas suivants :

- si l'activité de recherche est suspendue ou gravement restreint sans motif légitime ;

- en cas de non respect grave des engagements et obligations définies dans la convention minière signée en application de l'article 22 du Code minier et de l'article 24 de son décret d'application ;

- en cas de non versement des droits d'entrée fixes ;

- pour non respect des règles d'hygiène et de sécurité pouvant mettre en danger la vie des travailleurs, des populations et des animaux

- pour non respect du permis de recherche dans les délais légaux.

Art. 7. - Outre les documents périodiques exigés par la législation minière en vigueur, SONKO & FILS SARL devra fournir au directeur des Mines et de la Géologie conformément à l'article 116 du décret d'application du Code minier des rapports trimestriels et annuels d'activités :

1. un rapport trimestriel en trois exemplaires originaux indiquant :

- personnel par activité : le nombre de journées œuvrées, le nombre de journées de travail par catégorie, le nombre de journées de travail par catégorie, le nombre d'emplois permanents et temporaires, la masse salariale versée par domaine d'activité ;

- activités géologiques, géophysiques géochimiques et minières descriptif, quantité, nature et statistique des travaux effectués ;

- état d'avancement des travaux ;

- résultats obtenus (cartographie, analyse chimique, géochimiques, géophysiques, sondages et gestion de l'environnement) avec leur localisation sous forme de cartes, logs et sections ;

- le cas échéant, un rapport de fin de campagne ;

2. un rapport annuel en cinq exemplaires originaux ;

Avant la fin du premier trimestriel de chaque année SONKO ET FILS SARL doit fournir un rapport annuel en cinq exemplaires originaux et un support informatique le plus approprié notamment CD-ROM portant sur les opérations minières au cours de l'année ainsi qu'un relevé des dépenses effectuées.

Art. 8. - A ce permis est annexée la convention minière signé le 18 septembre 2012 entre l'état du Sénégal et la société SONKO ET FILS SARL conformément aux dispositions de l'article de 86 de loi portant Code minier.

Art. 9. - Le Directeur des Mines et de la Géologie et le Gouverneur de la Région de Thiès sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

ARRETE MINISTERIEL n° 7764 MEM/DMG/and en date du 28 septembre 2012 portant attribution du permis de recherche de phosphates et substances associées sur le périmètre dénommé « Fissel », Région de Thiès à la société Sonko & Fils SARL.

Article premier. - Il est accordé à la société SONKO & FILS SARL, ayant son siège social au 53, cité Comico Liberté 6 Extension Dakar-Sénégal, dans les conditions fixées par le présent arrêté, un permis de Recherche minier pour phosphates et substances associées sur le périmètre dénommé « Fissel » (Région de Thiès).

Art. 2. - Le périmètre de « Fissel » d'une superficie estimée à 2659 km² est défini par les points de coordonnées UTM WGS 84 Zone 28 ci-après

| | | |
|----------|--------------|---------|
| 1 | 318735 | 1630489 |
| 2 | 331497 | 1628676 |
| 3 | 372775 | 1629491 |
| 4 | 372798 | 1621335 |
| 5 | 360750 | 1617867 |
| 6 | 344486 | 1618149 |
| 7 | 343734 | 1593108 |
| 8 | 307676 | 1558845 |
| 9 | 287119 | 1592292 |
| 10 | 300987 | 1592455 |
| 11 | 304740 | 1597839 |
| 12 | 298263 | 1607161 |

Art. 3. - Le montant minimum de l'engagement de dépenses durant la première période de validité du permis de recherche est fixé à (370.000) dollars US.

Art. 4. - Le permis de recherche est accordé pour une durée de trois ans à compter de la date de signature du présent arrêté. Il peut être accordé deux renouvellements, chacun pour une période n'excédant pas trois ans à condition que le titulaire abandonne à chaque fois, au moins un quart de la superficie du permis de recherche et qu'il ait satisfait à ses engagements et obligations.

Art. 5. - La société SONKO & FILS SARL devra fournir au directeur des Mines et de la Géologie conformément à l'article 15 du décret d'application du code minier, trois mois après l'octroi de l'arrêté avant tout démarrage des travaux de recherche, des informations techniques notamment les paramètres de l'analyse sommaire de l'état initial du site de recherche et de son environnement.

Art. 6. - Le permis de recherche minière sera annulé dans les cas suivants :

- si l'activité de recherche est suspendue ou gravement restreint sans motif légitime ;

- en cas de non respect grave des engagements et obligations définis dans la convention minière signée en application de l'article 22 du Code minier et de l'article 24 de son décret d'application ;

- en cas de non versement des droits d'entrée fixes ;

- pour non respect des règles d'hygiène et de sécurité pouvant mettre en danger la vie des travailleurs, des populations et des animaux ;

- pour non respect du permis de recherche dans les délais légaux.

Art. 7. - Outre les documents périodiques exigés par la législation minière en vigueur, SONKO & FILS SARL devra fournir au Directeur des Mines et de la géologie conformément à l'article 116 du décret d'application du Code minier, des rapports trimestriels et annuels d'activités :

1. un rapport trimestriel en trois exemplaires originaux indiquant :

- personnel par activité : le nombre de journées œuvrées, le nombre de journées de travail par catégorie, le nombre d'emplois permanents et temporaires, la masse salariale versée par domaine d'activité ;

- activités géologiques, géophysiques, géochimiques et minières descriptif, quantité, nature et statistique des travaux effectués ;

- état d'avancement des travaux ;

- résultats obtenus (cartographie, analyse chimiques géochimiques, géophysiques, sondages et gestion de l'environnement) avec leur localisation sous forme de cartes logs et sections ;

- le cas échéant, un rapport de fin de campagne ;

2. un rapport annuel en cinq exemplaires originaux.

Avant la fin du premier trimestriel de chaque année SONKO ET FILS SARL doit fournir un rapport annuel en cinq exemplaires originaux et un support informatique le plus approprié notamment CD-ROM, portant sur les opérations minières au cours de l'année ainsi qu'un relevé des dépenses effectuées.

Art. 8. - A ce permis est annexée la Convention minière signée le 18 septembre 2012 entre l'état du Sénégal et la société SONKO & FILS SARL conformément aux dispositions de l'article 86 de la loi portant code minier.

Art. 9. - Le Directeur des Mines et de la Géologie et le Gouverneur de la Région de Thiès sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout ou besoin sera.

ARRETE MINISTERIEL n° 7766 MEM/DMG/ad en date du 28 septembre 2012 portant deuxième renouvellement du permis de recherche pour or et substances connexes dénommé « Bransan » attribué à la société Sabodala Mining Compagny (SMC)..

Article premier. - Le permis de recherche pour or et substances connexes dénommé « Bransan » attribué à la société Sabodala Mining Company (SMC), est renouvelé pour une deuxième fois pour une durée de trois ans à compter de la date d'expiration de l'arrêté actuellement en cours de validité, soit le 13 octobre 2012.

Art. 2. - Le périmètre du permis de recherche, d'une superficie estimée à 199.20 km² est délimité par les points de coordonnées UTM WGS 84 zone 28 suivants :

| Points | X | Y |
|---------|---------------|-----------|
| A | 821.513 | 1.481.461 |
| B | 820.106 | 1.480.419 |
| H | 821.096 | 1.478.516 |
| G | 820.822 | 1.470.271 |
| F | 820.953 | 1.466.394 |
| E | 825.777 | 1.466.487 |
| I | 826.068 | 1.463.512 |
| J | 804.293 | 1.471.259 |
| K | 804.516 | 1.474.715 |
| L | 809.801 | 1.474.775 |
| M | 815.539 | 1.486.035 |

Art. 3. - Le montant minimum de l'engagement des dépenses durant la période du deuxième renouvellement du permis de recherche est fixé à 3 811 845 dollars US.

Art. 4. - La société Sabodala Mining Company (SMC) sera assujettie au paiement des droits fixes liés au deuxième dudit permis de recherche au niveau du service Régional de l'énergie et des mines compétent.

Art. 5. - Le Directeur des mines et de la géologie et le Gouverneur de la Région de Kédougou sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout ou besoin sera.-

ARRETE MINISTERIEL n° 7858 MEM/DMG/ii en date du 2 octobre 2012 portant attribution du permis de recherche de phosphates dénommé « Tioun », (Région de Thiès) à la société SYPROM SA.

Article premier. - Il est accordé à la société SYPROM SA, ayant son siège social au 101 Avenue Peytavin Dakar-Sénégal, dans les conditions fixées par le présent arrêté, un permis de recherche minière pour phosphates sur le périmètre dénommé « Tioun » dans la Région de Thiès.

Art. 2. - Le périmètre du permis de recherche, d'une superficie estimée à 500 ha est délimité par les points de coordonnées UTM WGS 84 Zone 28 suivants :

| N° | X | Y |
|-----------|---------------|-----------|
| B1 | 296.102 | 1.646.398 |
| B2 | 296.861 | 1.646.421 |
| B3 | 296.861 | 1.645.743 |
| B4 | 297.741 | 1.645.754 |
| B5 | 297.371 | 1.645.536 |
| B6 | 297.103 | 1.645.283 |
| B7 | 294.841 | 1.643.647 |
| B8 | 294.133 | 1.643.647 |
| B9 | 294.133 | 1.645.720 |
| B10 | 296.118 | 1.645.720 |

Art. 3. - Le montant minimum de l'engagement de dépenses durant la première période de Validité du permis de recherche est fixé à 1 200 000 dollars US.

Art. 4. - Le permis de recherche est accordé pour une durée de trois ans à compter de la date de signature du présent arrêté. Il peut être accordé deux renouvellements, chacun pour une période n'excédant pas trois ans, à condition que le titulaire abandonne à chaque fois, au moins un quart (1/4) de la superficie du permis de recherche et qu'il ait satisfait à ses engagements et obligations.

Art. 5. - La société SYPROM SA devra fournir au Directeur des Mines et de la Géologie conformément à l'article 15 du décret d'application du Code minier trois mois après l'octroi de l'arrêté avant tout démarrage des travaux de recherches, des informations techniques notamment les paramètres de l'analyse sommaire de l'état initial du site de recherche et de son environnement.

Art. 6. - Le permis de recherche minière sera annulé dans les cas suivants :

- si l'activité de recherche est suspendue ou gravement restreinte sans motif légitime ;
- en cas de non respect grave des engagements et obligations définis dans la convention minière signée en application de l'article 22 du code minier et de l'article 24 de son décret d'application ;
- en cas de non versement des droits d'entrée fixes ;
- pour non respect des règles d'hygiène et de sécurité pouvant mettre en danger la vie des travailleurs, des populations et des animaux.
- pour non renouvellement du permis de recherche dans les délais légaux.

Art. 7. - Outre les documents périodiques exigés par la législation minière en vigueur, SYPROM SA devra fournir au Directeur des Mines et de la Géologie conformément à l'article 116 du décret d'application du Code minier, des rapports trimestriel et annuel d'activités :

1. un rapport trimestriel en trois exemplaires originaux indiquant :

- personnel par activité ;
- le nombre de journées œuvrées ;
- le nombre de journées de travail par catégorie ;
- la nombre d'emplois permanents et temporaires ;
- la masse salariale versée par domaine d'activité
- activités géologiques, géophysiques, géochimiques et minières ;
- descriptif, quantité, nature et statistiques des travaux effectués ;
- état d'avancement des travaux ;
- résultats obtenus (cartographie, analyses chimiques géochimiques, géophysiques sondages et gestion de l'environnement) avec leur localisation sous formes de cartes logs et sections ;
- le cas échéant, un rapport de fin de campagne.

2. un rapport annuel en cinq exemplaires originaux :

Avant la fin du premier trimestre de chaque année SYPROM SA doit fournir un rapport annuel en cinq exemplaires originaux et un support informatique le plus approprié notamment CD-ROM portant sur les opérations minières au cours de l'année ainsi qu'un relevé des dépenses effectuées.

Art. 8. - A ce permis est annexée la Convention minière signée le 22 août 2012 entre l'état du Sénégal et la société SYPROM SA conformément aux dispositions de l'article 86 de la loi portant Code minier.

Art. 9. - Le Directeur des Mines et de la Géologie et le Gouverneur de la région de Thiès sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera./-

ARRETE MINISTERIEL n° 8308 MEM/CT/BG en date du 10 octobre 2012 portant renouvellement du permis de recherche pour fer et substances connexes sur le périmètre dénommé « Ololdou », (Région de Tambacounda) attribué à la MIFERSO

Article premier. - L'arrêté n° 5889/MEN/DMG du 9 aout 2012 portant renouvellement du permis de recherche d'Ololdou est annulé.

Art. 2. - Il est accordé à la société MIFERSO ayant son siège social au 7, Rue Mermoz Dakar Sénégal dans les conditions fixées par le présent arrêté, un renouvellement de permis de recherche pour fer et substances connexes dans le périmètre dénommé « Ololdou », Région de Tambacounda.

Art. 3. - Le nouveau périmètre de recherche accordé est délimité par les coordonnées UTM WGS 84 ci après :

| Points | X | Y |
|---------|--------------|---------|
| A | 751856 | 1614699 |
| B | 791397 | 1560234 |
| C | 823872 | 1560230 |
| D | 752230 | 1669793 |
| E | 740227 | 1670463 |

La ligne CD ligne frontalière Sénégal-Mali-Mauritanie.

La superficie du périmètre est estimée égale à 4382 km²

Art. 4. - La société MIFERSO versera à la caisse intermédiaire des recettes du Service Régional des Mines et de la Géologie de Tambacounda les droits fixes d'entrée, d'un montant de 500.000 francs CFA après notification de l'arrêté.

Art. 5. - Le permis de recherche est renouvelé pour une période de trois ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Art. 6. - Le Gouverneur de la Région de Tambacounda et le directeur des Mines et de la Géologie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout du besoin sera.

ARRETE MINISTERIEL n° 8476 MEM/CT/as en date du 15 octobre 2012 portant premier renouvellement de l'autorisation de petite mine de phosphates d'alumine de l'Entreprise Mapathé Ndiouck à Lam-Lam (Région de Thiès)

Article premier. - L'autorisation d'exploitation de petite mine de phosphates d'alumine à Lam-Lam (région de Thiès) attribué à l'Entreprise Mapathé NDIOUCK est renouvelée pour un premier renouvellement pour une durée de trois ans à compter de la date d'expiration de l'arrêté actuellement en cours de validité, soit le 26/10/2012.

Art. 2. - La localisation du périmètre d'une superficie réputée égale à 500 ha est définie par les points de coordonnées UTM WGS 84 (Zone 29) suivants :

| Points | X | Y |
|---------|-----------------|------------|
| A | 767027,74 | 1647000,68 |
| B | 768429,34 | 1647075,63 |
| C | 769055,64 | 1646217,45 |
| D | 768305,20 | 1645600,48 |
| E | 768336,55 | 1645401,06 |
| F | 768660,84 | 1645025,47 |
| G | 770076,25 | 1645401,06 |
| H | 770248,12 | 1644702,56 |
| I | 767845,74 | 1643839,81 |

Art. 3. - Le montant de l'engagement de dépenses durant la deuxième période de validité de l'autorisation d'exploitation de petite mine est fixé minimum à 2.000.000.000 de francs CFA.

Art. 4 : L'Entreprise Mapathé NDIOUCK sera assujettie au paiement des droits liés au renouvellement de ladite autorisation d'exploitation de petite mine au niveau du Service Régional de l'Energie et des Mines de Thiès.

Art. 5. - Le Gouverneur de la région de Thiès et le Directeur des mines et de la Géologie sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout ou besoin sera./-

PARTIE NON OFFICIELLE

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Rufisque

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le lundi 14 janvier 2013 à 9 heures 00 mn du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kounoune consistant en un terrain d'une contenance de 6ha 50a 00ca, et bordé l'Ouest par les titres fonciers n°1811 et 1899/R et des autres côtés par des terrains non immatriculés dont l'immatriculation a été demandée par le Chef du bureau des Domaines de Rufisque - Bargny.

Suivant réquisition du 26 juillet 2012 n° 296

Le Conservateur de la Propriété foncière,
M^{me} Gnilane Ndiaye Diouf

ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

MICROCRED SENEGAL S.A.**BILAN****ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2011 en KF CFA***(en millions de francs CFA)*

| ACTIF | NOTE | BRUT | AMT/PROV | MONTANTS NETS | |
|--|------|-------------------|----------------|-------------------|-------------------|
| | | | | 2011 - NET | 2010 - NET |
| Opérations de trésorerie avec les institutions financières | 3,2 | 1 888 915 | 0 | 1 888 915 | 2 245 219 |
| Valeur en caisse | | 1 191 520 | 0 | 1 191 520 | 806 055 |
| Billet et monnaies | | 1 191 520 | 0 | 1 191 520 | 806 055 |
| Comptes ordinaires débiteurs | | 141 683 | 0 | 141 683 | 315 513 |
| Autres comptes des dépôts débiteurs | | 534 044 | 0 | 534 044 | 1 106 210 |
| Dépôts à terme constitués | | 500 000 | 0 | 500 000 | 1 050 000 |
| Autres dépôts constitués | | 34 044 | 0 | 34 044 | 56 210 |
| Créances rattachées | | 21 669 | 0 | 21 669 | 17 442 |
| Opérations avec les membres, bénéficiaires ou clients | 3,3 | 17 808 127 | 172 323 | 17 635 805 | 10 538 396 |
| Crédits à court terme | | 14 266 895 | 0 | 14 266 895 | 8 493 522 |
| Crédits à moyen terme | | 3 058 726 | 0 | 3 058 726 | 1 822 634 |
| Créances rattachées | | 264 172 | 0 | 264 172 | 152 695 |
| Crédits en souffrance | | 218 335 | 172 323 | 46 012 | 69 546 |
| Crédits immobilisés | | 46 012 | 0 | 46 012 | 26 621 |
| Crédits en souffrance de 6 mois au plus | | 172 323 | 172 323 | 0 | 42 925 |
| Opérations sur titre et opérations diverses | | 395 578 | 0 | 395 578 | 123 755 |
| Débiteurs divers | | 168 490 | 0 | 168 490 | 51 226 |
| Comptes d'ordre et divers | | 227 088 | 0 | 227 088 | 72 529 |
| Comptes de régularisation actif | 3,4 | 98 353 | 0 | 98 353 | 67 402 |
| Comptes d'attente actif | 3,5 | 128 735 | 0 | 128 735 | 5 127 |
| Valeurs immobilisées | | 1 294 517 | 424 276 | 870 241 | 546 184 |
| Dépôts et cautionnements | | 85 143 | 0 | 85 143 | 78 268 |
| Immobilisations d'exploitation | | 1 209 374 | 424 276 | 785 098 | 467 915 |
| Incorporelles | 3,6 | 322 690 | 72 296 | 250 393 | 97 679 |
| Corporelles | 3,7 | 886 684 | 351 979 | 534 705 | 370 237 |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 21 387 138 | 596 598 | 20 790 540 | 13 453 554 |

| PASSIF | NOTE | MONTANTS NETS | |
|--|------|-------------------|-------------------|
| | | 2011 - NET | 2010 - NET |
| Opérations de trésorerie avec les institutions financières | | 7 611 855 | 4 969 651 |
| Comptes ordinaires créditeurs | 3,8 | 278 556 | 0 |
| Comptes d'emprunts | 3,9 | 7 285 353 | 4 944 147 |
| Dettes rattachées | | 947 | 25 504 |
| Opérations avec les membres, bénéficiaires ou clients | | 9 864 247 | 5 539 829 |
| Comptes ordinaires créditeurs | 3,10 | 4 293 056 | 2 732 208 |
| Dépôts à terme reçus | 3,11 | 5 481 858 | 2 752 788 |
| Dettes rattachées | | 89 334 | 54 832 |
| Opérations sur titres et opérations diverses | | 353 101 | 450 598 |
| Créditeurs divers | 3,12 | 338 840 | 441 974 |
| Comptes d'ordre et divers | 3,13 | 14 261 | 8 624 |
| Provisions, fond propres et assimilés | 3,14 | 2 961 336 | 2 493 476 |
| Capital | | 3 730 000 | 3 730 000 |
| Report à nouveau (+ ou -) | | -1 236 524 | -1 382 645 |
| Résultat de l'exercice (+ou -) | | 467 860 | 146 121 |
| TOTAL PASSIF | | 20 790 540 | 13 453 554 |

MICROCRED SENEGAL S.A

BILAN

ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2011 en KF CFA

(en millions de francs CFA)

| CHARGES | MONTANTS NETS | |
|--|------------------|------------------|
| | 2011 | 2010 |
| Charges sur opérations avec les institutions financières | 647 073 | 310 800 |
| Intérêts sur compte d'emprunts | 634 312 | 260 497 |
| Intérêts sur emprunts à moins d'un an | 282 395 | 189 496 |
| Intérêts sur emprunt à terme | 351 917 | 71 001 |
| Commissions | 12 761 | 50 303 |
| Charges sur les opérations avec les membres, bénéficiaires ou clients | 248 453 | 136 520 |
| Intérêt sur comptes des membres, bénéficiaires ou clients | 248 453 | 136 520 |
| Intérêt sur comptes ordinaires créditeurs | 38 038 | 27 168 |
| Intérêts sur dépôts à terme reçus | 210 423 | 109 353 |
| TOTAL CHARGES D'INTERETS | 895 525 | 447 320 |
| Charges sur immobilisations financières | 21 974 | 8 962 |
| Charges sur emprunts et titres émis subordonnés | 21 974 | 8 962 |
| Charges sur opérations hors- bilan | 41 826 | 24 144 |
| Charges sur engagements de garantie reçus des institutions financières | 0 | 24 144 |
| Charges sur engagements de garantie reçus des membres bénéficiaires ou clients | 36 745 | 0 |
| Autres charges d'exploitation financière | 5 080 | 0 |
| Diverses charges d'exploitation financière | 5 080 | 0 |
| CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION | 3 340 981 | 2 266 814 |
| Frais de personnel | 1 319 791 | 936 894 |
| Salaires et traitements | 1 228 133 | 866 045 |
| Charges sociales | 91 530 | 69 185 |
| Rémunérations versés aux stagiaires | 129 | 1 664 |
| Impôts et taxes | 197 081 | 139 625 |
| Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations | 33 990 | 24 629 |
| Autres impôts, et prélèvements assimilés versés à l'administration des impôts | 163 092 | 114 997 |
| Impôts directs | 59 893 | 93 700 |
| Impôts indirects | 95 911 | 11 079 |
| Droits d'enregistrement et de timbre | 7 258 | 8 149 |
| Impôts et taxes divers | 30 | 2 069 |
| Autres charges externes et charges divers d'exploitation | 1 018 926 | 739 752 |
| Services extérieurs | 329 123 | 152 911 |
| Loyers | 128 082 | 88 928 |
| Charges locatives et de Co -propriété | 1 450 | 1 308 |
| Entretien et réparations | 22 701 | 10 843 |
| Primes d'assurance | 0 | 1 000 |
| Etudes et recherches | 236 | 82 |
| Frais de formation du personnel | 159 | 121 |
| Divers | 683 893 | 585 337 |
| Autres services extérieurs | 44 842 | 24 504 |
| Personnel extérieur à l'institution | 169 648 | 225 997 |
| Rémunération d'intermédiaires et honoraires | 19 514 | 7 804 |
| Publicité, publication et relations publiques | 0 | 0 |
| Transport de bien | 0 | 0 |
| Transports collectifs du personnel | 104 629 | 75 617 |
| Déplacements, missions et réceptions | 226 691 | 151 152 |
| Achat non stockés de matières et fournitures | 115 787 | 96 636 |
| Frais postaux et frais de télécommunication | 2 783 | 3 627 |
| Divers | 5 909 | 1 504 |
| Charges diverses d'exploitation | 354 | 1 121 |
| Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires | 5 555 | 383 |
| Autres charges diverses d'exploitation non financière | 233 599 | 169 127 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations | 37 397 | 49 333 |
| Dotations aux amortissements de charge à répartir | | |

| | | |
|---|------------------|------------------|
| Dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitation | 196 202 | 119 794 |
| Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables | 571 584 | 281 417 |
| Dotations aux provisions sur créances en souffrance | 209 223 | 0 |
| Dotations aux provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus | 209 223 | 0 |
| Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions | 357 08 | 0 |
| Pertes sur créance irrécouvrables non couvertes par des provisions | 5 280 | 0 |
| CHARGES EXEPTIONNELLES | 3 413 | 8 599 |
| EXEDENT | 467 860 | 146 121 |
| TOTAL CHARGES | 4 771 578 | 2 901 960 |

| PRODUITS | 2011 | 2010 |
|---|------------------|------------------|
| Produits sur opérations avec les institutions financières | 54 498 | 24 078 |
| Intérêts sur comptes ordinaires débiteurs | 8 132 | 6 636 |
| Banques et correspondants | 8 132 | 0 |
| Intérêts sur autres comptes de dépôts débiteurs | 46 366 | 0 |
| Intérêts sur dépôts à terme constitués | 46 366 | 17 442 |
| Produits sur opérations avec les membres bénéficiaires ou clients | 4 597 238 | 2 626 321 |
| Intérêts sur crédit aux membres, bénéficiaire ou clients | 3 080 562 | 1 661 607 |
| Autres crédits à court terme | 2 836 756 | 0 |
| Intérêts sur crédit à moyen terme | 243 806 | 0 |
| Autres intérêts | 195 142 | 40 617 |
| Divers intérêts | 195 142 | 40 617 |
| Commissions | 1 321 534 | 924 098 |
| TOTAL PRODUITS D'INTERETS | 4 651 736 | 2 650 399 |
| Produits sur opérations sur titres et sur opérations diverses | 5 025 | 11 611 |
| Produits sur opération sur titres de placement | 5 025 | 11 611 |
| Autres produits d'exploitation financière | 26 328 | 22 377 |
| Divers produits d'exploitation financière | 26 328 | 0 |
| PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION | 87 488 | 212 524 |
| Produits divers d'exploitation | 3 542 | 2 |
| Transferts de charges d'exploitation non financière | 3 542 | 0 |
| Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations | 0 | 62 973 |
| Reprises d'amortissements des immobilisations | 0 | 62 973 |
| Reprises d'amortissements et récupération sur créance amorties | 83 946 | 149 549 |
| Reprises de provisions sur créances en souffrance | 71 660 | 147 736 |
| Reprises de provisions sur créances en souffrance de 6 mois au plus | 71 660 | 124 587 |
| Reprises de provisions sur créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus | 0 | 23 149 |
| Récupération sur créances amorties | 1 2285 | 1 813 |
| PRODUITS EXEPTIONELS | 1 001 | 5 049 |
| TOTAL PRODUITS | 4 771 578 | 2 901 960 |

ENGAGEMENTS HORS BILAN

| | | |
|---------------------------------------|------------------|------------------|
| Engagement de financement | 0 | 0 |
| Engagement de garantie | 4 523 159 | 3 491 968 |
| Reçus des instructions financières | 3,15 4 523 159 | 3 491 968 |
| Engagements sur titres | 0 | 0 |
| Engagements sur opérations en devises | 0 | 0 |
| Autres engagements | 0 | 0 |
| Engagements douteux | 0 | 0 |
| TOTAL ENGAGEMENTS HORS BILAN | 4 523 159 | 3 491 968 |